



LES CAPACITÉS D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES FACE À LA VOLATILITÉ DES PRIX ET DES VOLUMES

ENQUÊTE ANNUELLE 2009-2010 DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE



RÉSEAUX
D'ÉLEVAGE

**RÉSULTATS
NATIONAUX**



INSTITUT DE
L'ÉLEVAGE



CHAMBRES
D'AGRICULTURE

Sommaire

INTRODUCTION

PRÉSENTATION DE L'ENQUÊTE

- La population enquêtée 4
- Le concept de flexibilité appliqué aux systèmes laitiers 5
- Proposition d'un indicateur d'ajustement au droit à produire 6
- Dépouillement des résultats d'enquête 6

ANALYSE RÉTROSPECTIVE DE LA FLEXIBILITÉ DES EXPLOITATIONS ENQUÊTÉES

- Les éleveurs restent préoccupés par la maîtrise des coûts de production 7
- Des dynamiques laitières très contrastées selon les bassins 7
- Un meilleur ajustement aux droits à produire dans les élevages laitiers de l'Ouest de la France 8
- La mixité lait-viande : un atout pour la flexibilité des volumes ? 9
- Les éleveurs analysent bien leur flexibilité sur les volumes... 10

FLEXIBILITÉ OPÉRATIONNELLE : LES LEVIERS D'ADAPTATION MIS EN OEUVRE EN 2009-2010

- Les éleveurs en agriculture biologique et de certaines AOC échappent à la baisse du prix du lait 11
- Une stratégie dominante : la réduction des coûts de production 12
- Peu d'incidence sur la conduite du troupeau au printemps-été 2009 12
- Des changements plus significatifs en automne-hiver 2009-2010 14
- Les autres leviers mobilisés en situation de crise 15
 - Les fertilisations nettement revues à la baisse... 15
 - ... de même que les services 15
 - Les éleveurs ont différé leurs investissements 16
- Plus des 2/3 des éleveurs avec des difficultés de trésorerie 17

FLEXIBILITÉ STRATÉGIQUE : VISION PROSPECTIVE DES ÉLEVEURS

- Les enseignements de la campagne 2007-2008 19
- Les éleveurs sont partagés sur la demande des laiteries 20
- Des dynamiques différentes selon les bassins 20
- Nouveau contexte, nouveau mode de gestion ? 21
- Une vision assez convergente de l'exploitation laitière 'la plus adaptée' au contexte de volatilité 22
- Les contextes changent mais les projets restent 23
- Les différences devraient se creuser entre les bassins de collecte 23

CONCLUSION

POUR ALLER PLUS LOIN

CARNET D'ADRESSES

REMERCIEMENTS

Ont contribué à ce dossier...

• Traitement des données :

Simon Fourdin

• Coordination, rédaction :

Dominique Caillaud

• Avis et relecture :

Simon Fourdin, Jean Seegers et les coordinateurs régionaux du dispositif Réseaux d'élevage bovins lait (cf. liste en page 27)

• Réalisation des enquêtes :

Les 72 agents des Chambres d'Agriculture ou d'autres structures chargés du suivi des exploitations du dispositif Réseaux d'élevage bovins lait (cf. liste en page 27)

• Maquette :

Magali Allié

Introduction

Depuis quelques années les producteurs français, hormis certaines AOC, sont confrontés à de fortes fluctuations du marché du lait et à ses conséquences en termes de volume à produire et de prix. Les deux campagnes laitières 2007-2008 et 2009-2010 illustrent parfaitement ce que pourrait être le contexte de la production laitière demain en raison du démantèlement progressif des mécanismes de soutien du marché et de la suppression des quotas.

Depuis l'instauration des quotas laitiers en 1983 et jusqu'en 2006, le volume attribué aux producteurs et le prix du lait étaient relativement stables. La campagne 2007-2008 a vu émerger un contexte très favorable à l'activité laitière en raison d'une offre mondiale déprimée, de stocks de beurre et poudre au plus bas et d'une demande mondiale croissante. Elle a permis aux producteurs de bénéficier de rallonges exceptionnelles et de prix élevés.

De façon très contrastée, l'année laitière 2009-2010 a été marquée par la reprise de la production dans les pays traditionnellement exportateurs. Le marché est entré dans une crise profonde qui s'est répercutée de façon brutale sur le prix payé au producteur et sur les volumes individuels à produire (gel des allocations provisoires).

Sous la pression des négociations internationales à l'OMC, les dernières réformes de la PAC ont délibérément réduit les mécanismes d'intervention de façon à laisser jouer pleinement le marché de l'offre et de la demande. Les producteurs risquent d'être soumis désormais à de grandes fluctuations tant au niveau des volumes à produire que du prix du lait. Désormais les systèmes d'exploitations laitières vont devoir développer des capacités d'adaptation rapides à la volatilité des prix et des volumes. La flexibilité devient ainsi un nouveau challenge pour la pérennité des élevages laitiers.

En 2008, dans un contexte très favorable, les Réseaux d'élevage s'étaient déjà penchés sur la flexibilité à court terme de la production dans les exploitations laitières françaises. De nouveau, durant l'hiver 2009-2010, nous avons enquêté auprès de 477 éleveurs du dispositif afin de :

- recueillir leur ressenti sur la flexibilité de leur système,
- connaître les leviers qu'ils ont mis en œuvre pour ajuster leurs volumes de production et leurs coûts à la baisse dans le contexte de crise laitière,
- et, dans le prolongement des deux enquêtes précédentes, questionner à nouveau les éleveurs sur leurs stratégies et leurs visions prospectives.

Cette enquête a été réalisée entre le mois de novembre 2009 et le mois d'avril 2010.

Une enquête nationale auprès des éleveurs des Réseaux d'élevage afin d'analyser les adaptations à court terme mises en œuvre dans un contexte de profonde crise laitière ainsi que l'impact de celles-ci sur leurs projets à moyen terme.

I/ Présentation de l'enquête

LA POPULATION ENQUÊTÉE

Le questionnaire élaboré à l'automne 2009 a servi de support à des entretiens individuels auprès des éleveurs suivis au titre du "Socle national" (400 élevages) ; 77 élevages complémentaires relevant des "socles régionaux" ont également été enquêtés.

Le Socle national bovins lait est un échantillon de 400 exploitations suivies dans le cadre des Réseaux d'élevage. Il a pour objectif de couvrir la diversité des exploitations laitières françaises sur la base d'un maillage comportant 80 systèmes parmi les plus fréquents dans leurs territoires. Ce maillage a été élaboré sur la base d'une typologie des systèmes issue du traitement des données du SSP (Service de la Statistique et de la Prospective) et d'un zonage des territoires laitiers proposé par l'Institut de l'Élevage

De par les critères utilisés pour leur recrutement, les exploitations suivies dans le cadre des Réseaux d'élevage sont engagées durablement dans la production laitière et présentent des dimensions supérieures à la moyenne nationale (tab.I). Leur efficience économique est également supérieure à la moyenne. En revanche leur fonctionnement ne diffère pas fondamentalement des standards de leur zone.

> **Tableau I : Caractéristiques des exploitations enquêtées**
Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

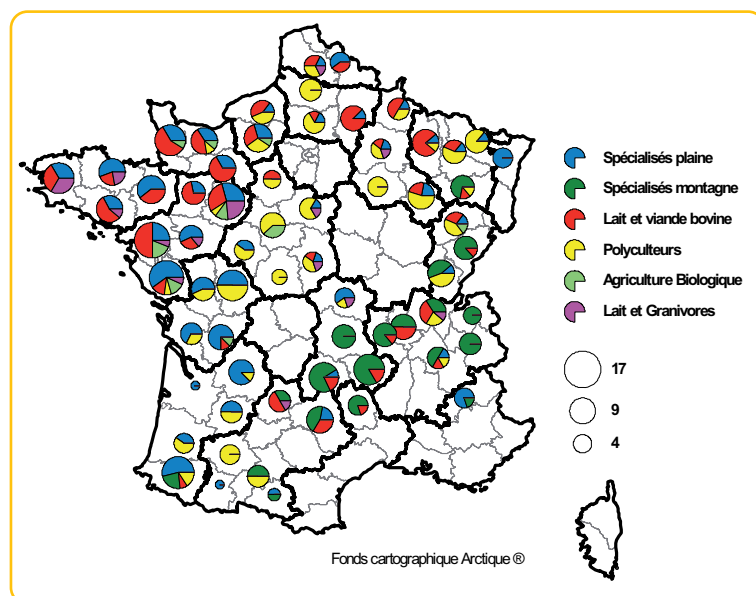
	Enquête (a)	France (b)
Effectif exploitations	477	88 066
SFP / SAU	77 / 118	58 / 88
% de maïs dans la SFP	25 %	21 %
UMO totales	2,3	2,0
Quota (litres)	419 540	264 276
Nombre de vaches laitières	60	43
Lait produit / ha SFP (litres)	6 610	4 569
Lait produit / UMO (litres)	191 869	130 537

(a) Données relatives à la campagne 2008

(b) D'après agreste enquête structure 2007 – Traitement Institut de l'Élevage

> **Carte I : Localisation des exploitations enquêtées.**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



LE CONCEPT DE FLEXIBILITÉ APPLIQUÉ AUX SYSTÈMES LAITIERS

Les exploitations agricoles ont de tout temps été soumises aux variations de nombreux facteurs d'ordre technique, économique, climatique, environnemental, sociologique et organisationnel.

Ces changements ont obligé les agriculteurs à réviser les modes de conduite et de gestion de leurs exploitations. Ces fluctuations ont toujours existé mais certaines d'entre elles se font plus fortement ressentir ces dernières années. A la relative sécurité d'hier, résultant d'une politique agricole forte, s'est substitué un contexte d'incertitude lié à la libéralisation des échanges.

Le concept de flexibilité

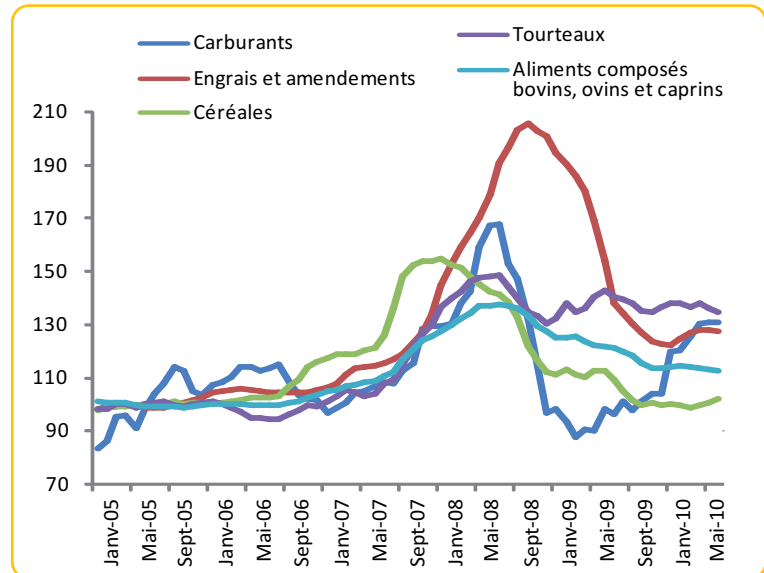
La flexibilité d'un système d'exploitation d'élevage caractérise sa capacité à s'adapter à un contexte mouvant en maintenant les exigences de la durabilité (viabilité, vivabilité, transmissibilité, respect de l'environnement...).

La flexibilité peut s'envisager à long terme, on parle alors de flexibilité stratégique, ou à court terme, c'est la flexibilité opérationnelle⁽¹⁾.

La notion de flexibilité recouvre un champ vaste et complexe que nous n'aborderons ici que partiellement, au travers des adaptations des éleveurs aux fluctuations de volume et de prix du lait. Dans notre enquête, nous avons essayé de capter à la fois les adaptations de court terme et de plus long terme. Les premières font l'objet du second volet de l'enquête relatif aux leviers mobilisés par les éleveurs en 2009-2010 pour faire face à la fois à des droits à produire en baisse (pas d'allocation provisoire de la part des laiteries), à un prix du lait déprimé et des prix des intrants élevés (graph.1).

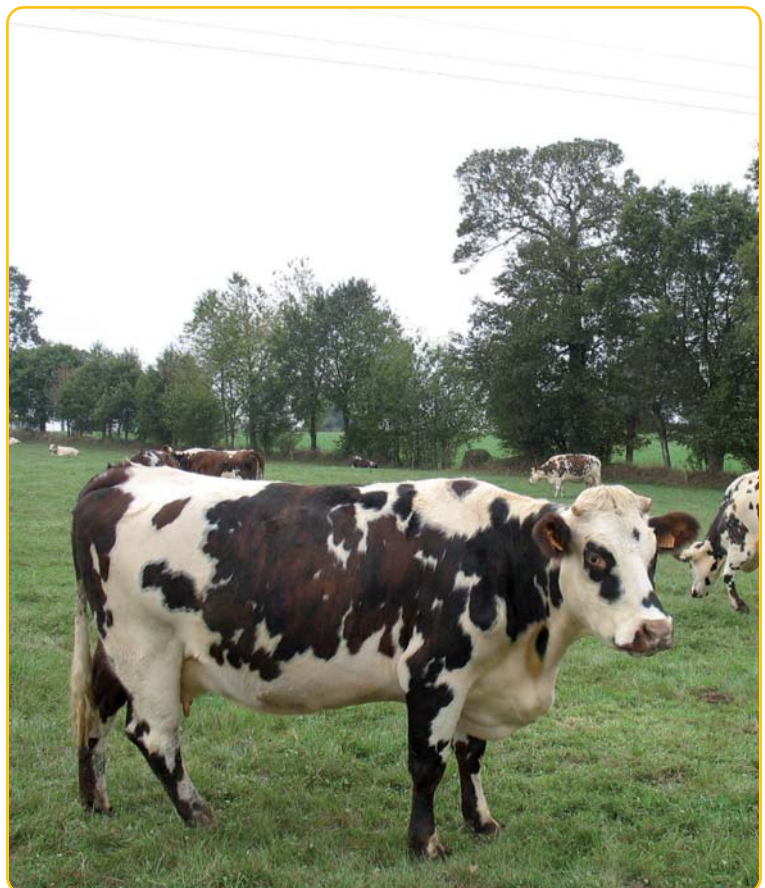
Le moyen terme est abordé dans le troisième volet de l'enquête au travers d'une projection à l'horizon 2015. Cet exercice prospectif avait été abordé lors de l'enquête de 2008 dans un contexte très différent ; il sera ainsi possible de

> **Graphique 1 : Indices des prix les plus volatils (base 100 = 2005)**
Source : Institut de l'Élevage, d'après INSEE et AGRESTE



mesurer la sensibilité des éleveurs à la conjoncture concernant leurs visions à long terme.

Quant au premier volet de l'enquête il permet d'analyser *a posteriori* le déroulement quantitatif des 4 dernières campagnes laitières à travers le taux de réalisation du "quota dur" des exploitations.



(1) Dedieu B., Ingrand S., 2010. Incertitude et adaptation : cadres théoriques et application à l'analyse de la dynamique des systèmes d'élevage. INRA Prod. Anim., 23 (1), 81-90.(1)

PROPOSITION D'UN INDICATEUR D'AJUSTEMENT AU DROIT À PRODUIRE

Indicateur d'ajustement au droit à produire

Cet indicateur, calculé ici, est le résultat de la moyenne des écarts sur 4 ans entre le taux de réalisation effectif et le taux de réalisation potentiel du droit à produire en tenant compte des allocations de la campagne (les calculs sont faits en prenant les valeurs absolues des écarts).

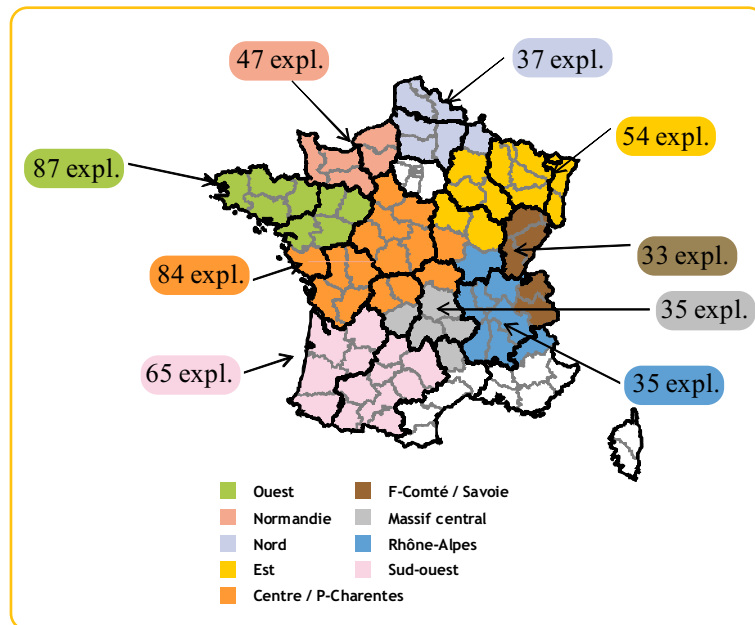
Plus le chiffre est bas, plus l'exploitation est considérée comme flexible sous l'angle de l'ajustement au droit à produire.

Pour chaque campagne et chaque élevage, nous avons calculé l'écart entre le taux de réalisation du quota dur et la somme du quota et des allocations provisoire (soit 100 % + 0 à 20 % selon les campagnes).

Limites d'un tel indicateur : Au niveau individuel ce résultat doit être interprété au regard de l'augmentation de quota dur qui a pu survenir au cours des 4 années. Ainsi un éleveur qui aurait vu son quota croître de 50 % sur la période aura plus de mal à assurer la pleine réalisation de son droit à

> Carte 2 : Répartition des exploitations enquêtées par bassin de collecte

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



produire que celui qui aurait conservé le même quota. Le premier est-il pour autant moins flexible que le second ? Pas nécessairement, mais nous n'avons pas de moyen de le déterminer.

Dans une moindre mesure on retrouve le problème au niveau collectif entre les bassins à forte/faible restructuration laitière.

DÉPOUILLEMENT DES RÉSULTATS D'ENQUÊTE

L'essentiel des dépouillements repose sur des tris à plats qui ont été réalisés soit sur l'ensemble de la population enquêtée, soit sur des sous-ensembles. Les clés de tri qui ont été mobilisées concernent :

- les types de systèmes laitiers (Cf. carte 1)
- les bassins de collecte à partir d'une définition proche de celle utilisée par le CNIEL (Cf. carte 2). A noter que dans ce découpage, la Vendée est rattachée au bassin "Centre, Poitou-Charentes" et le

département des Ardennes au bassin "Nord". Quant au bassin "Rhône-Alpes", il s'étend au département des Hautes-Alpes mais sans les Savoie qui sont rattachées à la Franche-Comté.

- la situation de l'exploitation au regard de son rythme d'investissement

Nous avons également mobilisé des données technico-économiques complémentaires issues des suivis réalisés dans le cadre du dispositif réseau d'élevage en 2008, dernière campagne connue au moment du dépouillement.

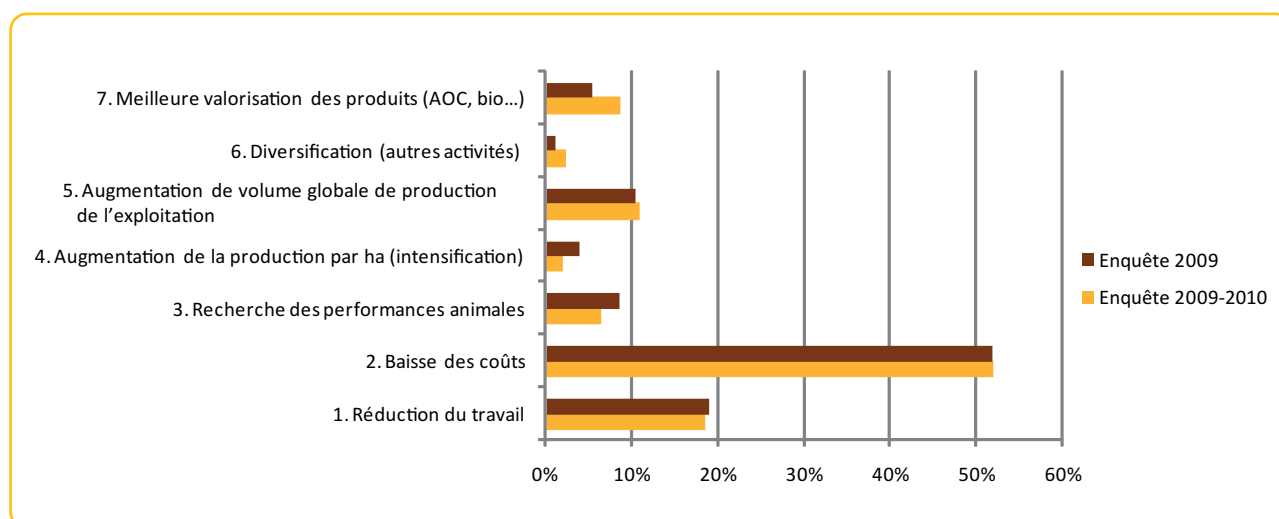
2/ Analyse rétrospective de la flexibilité des exploitations

LES ÉLEVEURS RESTENT PRÉOCCUPÉS PAR LA MAÎTRISE DES COÛTS DE PRODUCTION

En 2010 comme un an plus tôt, plus d'un éleveur enquêté sur deux se dit préoccupé en priorité par la maîtrise des coûts de production (graph.2). En période de crise laitière cet objectif arrive bien avant tous les autres et notamment devant la réduction du travail qui était largement plébiscitée dans le contexte économique favorable à la production laitière d'il y a deux ans.

Par rapport à l'enquête 2009 on peut noter deux petites inflexions qui concernent un supplément d'intérêt pour la recherche d'une meilleure valorisation des produits et la diversification et à l'inverse une baisse d'attrait vis-à-vis de l'intensification. Deux évolutions somme toute assez logiques en contexte de crise où l'éleveur va naturellement chercher à gagner sur la valorisation de son produit sans augmenter les intrants, voire en les diminuant.

> **Graphique 2 : Préoccupations majeures des éleveurs enquêtés lors des deux dernières enquêtes annuelles**
Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



DES DYNAMIQUES LAITIÈRES TRÈS CONTRASTÉES SELON LES BASSINS

Dans notre échantillon, le quota dur 2009-2010 des producteurs est en moyenne de 432 000 litres. Il a progressé de 61 000 l au cours des 4 dernières campagnes mais les livraisons n'ont pas toujours suivi, notamment sur la dernière campagne où elles ne sont supérieures que de 42 000 l à celles de 2006-2007.

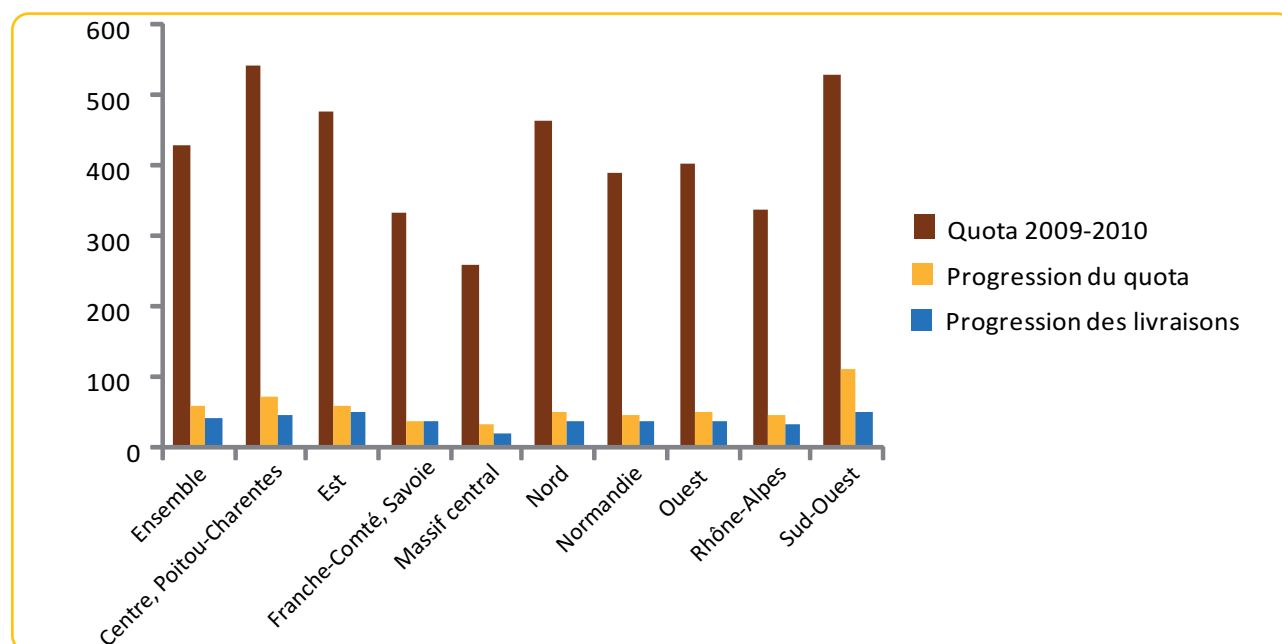
Ce constat moyen mérite d'être analysé par bassin de collecte (graph.3). Ceux des zones de polyculture-élevage

affichent les plus gros quotas individuels, viennent ensuite les régions d'élevage de plaine puis les zones de piémont et montagne.

Le mode de gestion français des quotas a permis de redistribuer individuellement beaucoup plus de lait dans les régions où la restructuration laitière était forte comparativement aux autres régions. Les producteurs des zones de polyculture-élevage ont aussi vu leurs quotas progresser le plus tout comme leurs livraisons. Mais c'est aussi dans ces bassins (plaine du Sud ouest, Centre et Poitou-Charentes) que les livraisons se sont le plus éloignées du quota lors de la dernière campagne. Dans ces exploitations aux quotas déjà élevés, les livraisons progressent, mais pas aussi rapidement que les attributions de quota.

> **Graphique 3 : Evolutions du quota et des livraisons (en milliers de litres) des exploitations enquêtées par bassin de collecte entre 2006-2007 et 2009-2010**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



UN MEILLEUR AJUSTEMENT AU DROIT À PRODUIRE DANS LES ÉLEVAGES LAITIERS DE L'OUEST DE LA FRANCE

Au cours des 4 dernières campagnes les allocations provisoires ont été très différentes d'une année sur l'autre. En moyenne, sur notre échantillon, elles ont été respectivement de 5,3 ; 16,8 ; 5,5 et 0,7 % pour les campagnes 2006-2007, 2007-2008, 2008-2009 et 2009-2010. Ces allocations permettaient donc aux producteurs de produire au-

delà de leur quota dur. La "flexibilité-volume" des systèmes a donc pu se manifester au cours de ces 4 années : les exploitations les plus flexibles sont celles qui, par exemple, ont réussi à produire les 15 à 20 % de lait supplémentaire qui leur étaient attribués en 2007-2008 et qui ont produit strictement leur quota dur en 2009-2010 en l'absence de rallonge de leur laiterie. Dans les faits, en moyenne, les livraisons n'ont été que de 3 % supérieures au quota dur en 2007-2008 et ont enregistré une sous réalisation de plus de 4 % en 2009-2010 (tab.2).

> **Tableau 2 : Taux de réalisation du quota selon les campagnes laitières – analyse par bassin de collecte**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Ensemble	477	101,3%	103,3%	99,6%	95,8%
Centre, Poitou-Charentes	84	100,5%	102,6%	99,3%	93,9%
Est	54	100,5%	101,2%	99,0%	97,5%
Franche-Comté, Savoie	33	101,5%	102,2%	100,9%	99,5%
Massif central	35	104,4%	100,1%	99,7%	98,0%
Nord	37	98,7%	103,3%	100,0%	95,5%
Normandie	47	99,6%	104,0%	100,5%	95,9%
Ouest	87	101,2%	107,3%	100,5%	97,6%
Rhône-Alpes	35	101,9%	105,8%	100,3%	95,6%
Sud-Ouest	65	103,4%	101,0%	97,5%	91,8%

Dans ce nouveau contexte, ce sont les élevages laitiers de l'Ouest et de Normandie qui ont le mieux ajusté leurs livraisons, et inversement ceux du Centre, de Poitou-Charentes et du Sud-Ouest qui ont le plus sous-réalisé leur droit à produire (tab.3).



> Tableau 3 : Ajustement des livraisons au droit à produire des exploitations par bassin de collecte

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

Indicateur d'ajustement au droit à produire	
Ensemble	8,1%
Centre, Poitou-Charentes	10,1%
Est	8,2%
Franche-Comté, Savoie	8,2%
Massif central	9,7%
Nord	8,1%
Normandie	6,2%
Ouest	4,4%
Rhône-Alpes	7,7%
Sud-Ouest	11,5%

Rappel : plus le chiffre est bas, plus l'exploitation est considérée comme flexible (cf page 6).

LA MIXITÉ LAIT-VIANDE : UN ATOUT POUR LA FLEXIBILITÉ DES VOLUMES ?

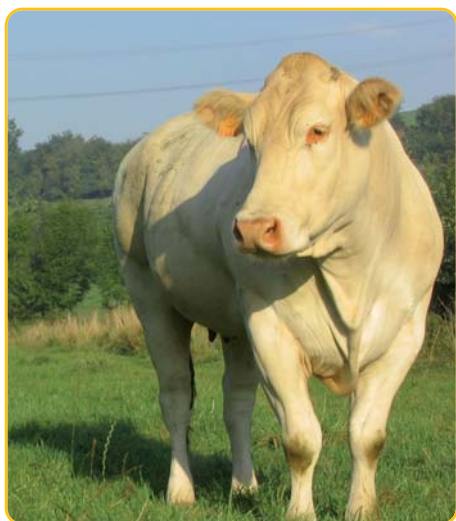
Les systèmes qui se distinguent le plus au niveau des taux de réalisation des 4 dernières campagnes sont les systèmes en Agriculture biologique (AB) et ceux avec des ateliers hors-sol (tab.4). Ce sont aussi les moins représentés et il faut en tenir compte dans l'analyse des résultats. Les exploitations en AB confirment ce que l'on observe sur des échantillons plus importants à savoir des sous-réalisations laitières fréquentes. Les systèmes laitiers avec un atelier hors-sol, majoritairement situés dans l'ouest, affichent des taux de réalisation régulièrement au-dessus de la moyenne de l'ensemble.

Parmi les 4 autres systèmes, les mixtes lait-viande présentent des taux de réalisation au-dessus de la moyenne et obtiennent le meilleur indice (tab.5). Ce qui tendrait à prouver que la diversification viande des exploitations laitières n'est pas un handicap à cette flexibilité du système voire même qu'elle pourrait en favoriser l'expression. Dans les troupeaux mixtes, lorsque les bâtiments sont en place, leur usage pour loger les bovins laitiers ou bovins viande est réversible. Le choix pouvant s'infléchir, à la marge, selon le contexte favorable à l'une ou l'autre des filières. L'enquête annuelle 2008 avait déjà identifié ce système comme présentant les potentiels de production supplémentaire à court et moyen terme les plus importants (27 % contre 19 % pour l'ensemble des élevages enquêtés).

> Tableau 4 : Taux de réalisation du quota selon les campagnes laitières - Analyse par système

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Spécialisé plaine	132	101,5%	104,7%	99,2%	94,8%
Spécialisé montagne piémont	88	102,2%	100,9%	98,7%	96,5%
Mixte lait-viande	116	101,2%	105,5%	101,8%	97,7%
Polyculture élevage	105	100,7%	102,0%	98,2%	94,4%
Lait bio	15	97,0%	93,3%	96,7%	95,3%
Lait et hors-sol	21	102,3%	106,3%	102,5%	96,9%



> **Tableau 5 : Ajustement des livraisons au droit à produire par système**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

Indicateur d'ajustement au droit à produire	
Spécialisé plaine	8,0%
Spécialisé montagne piémont	10,1%
Mixte lait-viande	6,2%
Polyculture élevage	9,0%
Lait bio	10,9%
Lait et hors-sol	4,5%

LES ÉLEVEURS ANALYSENT BIEN LEUR FLEXIBILITÉ SUR LES VOLUMES

> **Tableau 6 : Confrontation du ressenti des éleveurs et de leur "flexibilité" calculée**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

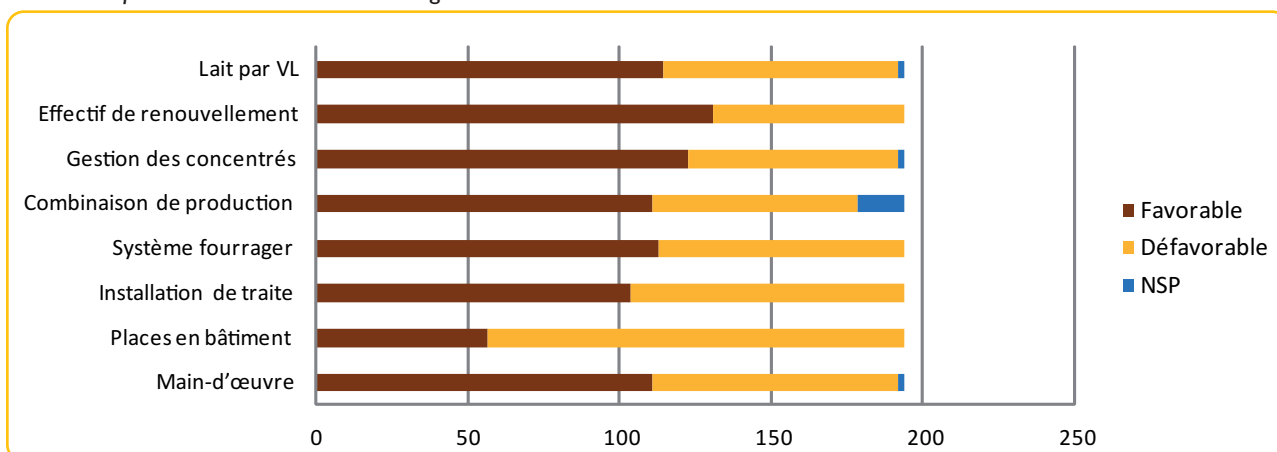
	Ressenti des éleveurs quant à la flexibilité de leur système			
	Pas du tout flexible	Peu flexible	Flexible	Très flexible
Pourcentage des réponses	6%	35 %	51 %	8%
Indice d'ajustement au droit à produire	14,6%	9,4%	6,8%	5,6%

Dans notre enquête, les éleveurs étaient invités à se prononcer sur leur flexibilité et sur l'influence de quelques composantes de leur système. Sur celle-ci, il s'avère que leur ressenti est en moyenne bien corrélé avec l'indice d'ajustement au droit à produire que nous avons calculé (tab.6).

Chez les éleveurs qui considèrent leur système "peu à pas du tout flexible", la composante jugée la plus défavorable à l'expression d'une production laitière supplémentaire est, pour 71 % d'entre eux, la place en bâtiment (graph.4). A l'opposé, ce facteur n'est jugé défavorable que par 29 % des éleveurs qui se considèrent comme "flexibles à très flexibles" (graph.5). Les autres facteurs envisagés se révèlent être moins discriminants entre les deux groupes à l'exception de la main-d'œuvre qui recueille les avis les plus contrastés entre les éleveurs qui se disent "très flexibles" et ceux qui jugent qu'ils ne le sont "pas du tout", avec respectivement 5 et 71 % d'avis défavorables.

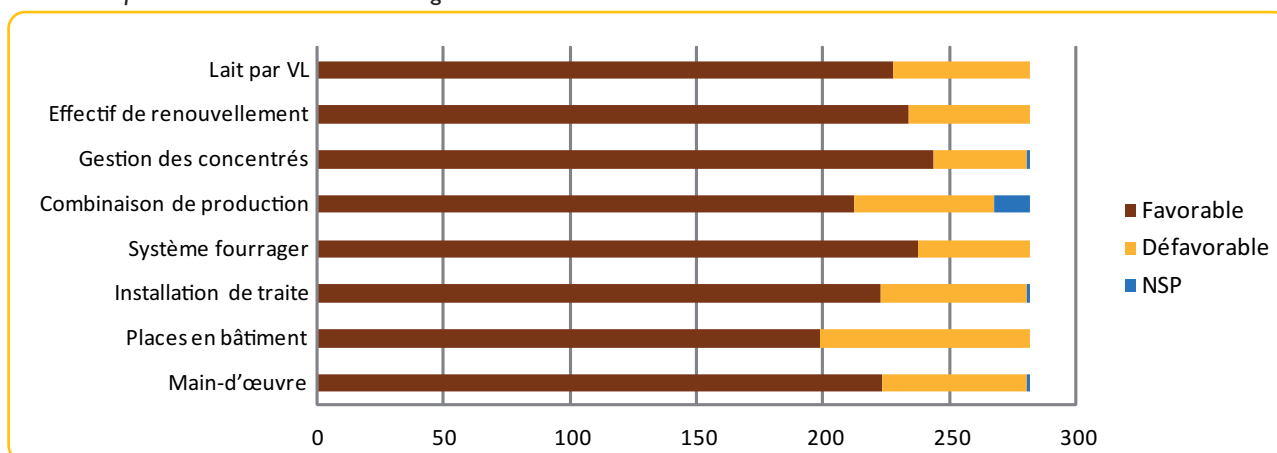
> **Graphique 4 : Analyse des composantes du système par les éleveurs qui se considèrent "peu à pas du tout flexibles"**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



> **Graphique 5 : Analyse des composantes du système par les éleveurs qui se considèrent "flexibles à très flexibles"**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



3/ Flexibilité opérationnelle : les leviers d'adaptation mis en œuvre en 2009-2010

LES ÉLEVEURS EN AGRICULTURE BIOLOGIQUE ET DE CERTAINES AOC ÉCHAPPENT À LA BAISSÉ DU PRIX DU LAIT

La baisse du prix du lait a affecté massivement les exploitations laitières françaises au cours de la campagne 2009-2010. Parmi les exploitations enquêtées, 92 % déclarent être concernées par une baisse importante du prix du lait (tab.7). Seules des exploitations en agriculture biologique et certaines AOC y ont échappé. Les éleveurs ayant répondu "ne pas être concerné par la baisse du prix du lait en 2009" se distinguent nettement de la majorité des éleveurs par le prix payé en 2008 (dernière campagne connue au moment du dépouillement) : respectivement 434 et 351 €/1000 l. Les réponses des éleveurs de la région Franche-Comté et des Savoie, qui sont positionnés sur des produits AOC à haute valeur ajoutée, se distinguent nettement des autres bassins de collecte.

> **Tableau 7 : Pourcentage d'éleveurs concernés par la baisse du prix du lait en 2009-2010**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

Éleveurs concernés par la baisse du prix du lait	Oui	Non
Ensemble	92 %	8 %
<i>Prix du lait en 2008</i>	<i>351 €</i>	<i>434 €</i>
Franche-Comté, Savoie	21 %	79 %
Autres bassins de collecte	97 %	3 %

NB : Pour cette partie de l'enquête, relative aux leviers d'adaptation, les questions qui suivent ne s'appliquent qu'aux 437 éleveurs concernés par la baisse du prix du lait.

UNE STRATÉGIE DOMINANTE : LA RÉDUCTION DES COÛTS DE PRODUCTION

A la question "l'effondrement du prix du lait au printemps 2009 et la suppression des allocations provisoires vous ont-ils amené à changer votre stratégie de production ?", près d'un éleveur sur deux déclare vouloir produire le même volume à moindre coût (graph.6). Mais près d'un quart des éleveurs concernés par la baisse du prix du lait affirme produire les mêmes volumes de lait sans changement dans leurs modes de conduite. 8 % des éleveurs interrogés disent s'être engagés dans une production supplémentaire de lait afin de compenser la baisse du prix du lait.

Les éleveurs laitiers spécialisés de montagne se montrent plus enclins au

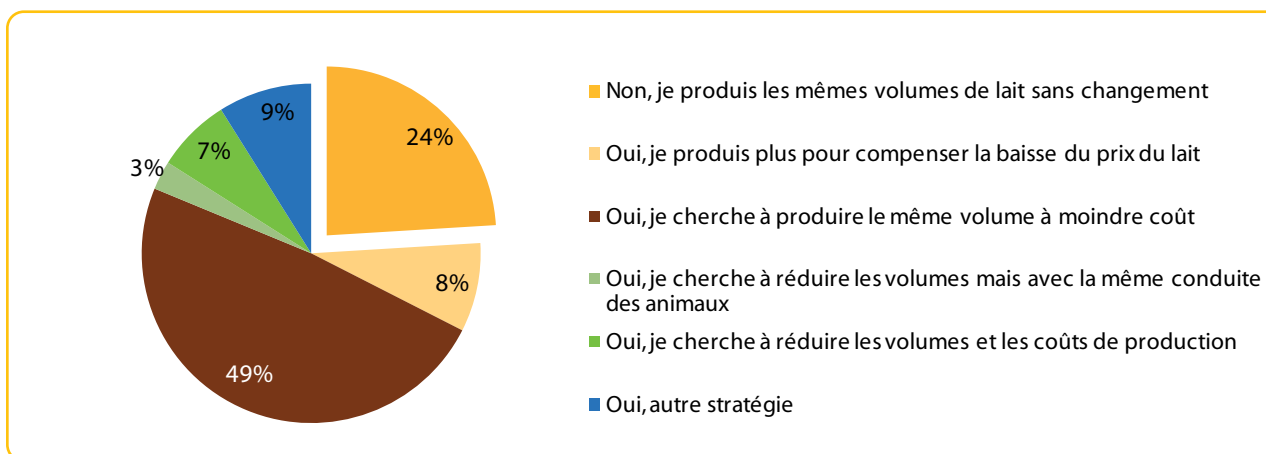
changement de stratégie : seulement 13 % d'entre eux déclarent ne rien changer alors que 58 % déclarent chercher à produire les mêmes volumes à moindre coût. A l'inverse, les éleveurs des systèmes de polyculture-élevage sont moins prompts au changement : 33 % déclarent ne pas avoir changé de stratégie et seuls 39 % d'entre eux disent vouloir produire le même volume à moindre coût.

Très peu d'éleveurs ont cherché à réduire les volumes de lait produits, à cela deux raisons :

- la restructuration continue de l'élevage laitier conduit une part importante des éleveurs à se voir doter d'une augmentation de quota d'une année sur l'autre (public prioritaire ou achat de quota TSST)
- la collecte laitière française sur la campagne 2009-2010 a décroché dès le début par rapport à la campagne antérieure où les éleveurs étaient déjà en sous-réalisation. Ce retard de production chez nombre d'entre eux ne les a pas incité à mettre en œuvre des mesures visant la réduction des volumes.

> Graphique 6 : Changements de stratégies des éleveurs pour la campagne laitière 2009-2010

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



PEU D'INCIDENCE SUR LA CONDUITE DU TROUPEAU AU PRINTEMPS-ÉTÉ 2009

Sans surprise on retrouve les élevages les plus pâturant dans les départements du Massif central, de la Normandie, des plaines herbagères de l'Est et en Bretagne (carte 3). A l'opposé, les élevages les moins pâturant se retrouvent dans les plaines du Sud-ouest, en Poitou-Charentes, dans le Centre, en Champagne-Ardenne et en Alsace.

Seuls 34 % des éleveurs concernés par la baisse du prix du lait disent avoir changé leurs pratiques habituelles de conduite des animaux laitiers sur le printemps et l'été 2009 (tab. 8). Pour ceux-là, les mesures les plus fréquemment adoptées concernent la nature des concentrés distribués et la diminution des quantités (graph.7). Beaucoup d'éleveurs annoncent avoir remplacé tout ou partie des mélanges élaborés du commerce par des matières premières (céréales, tourteaux). Le tourteau de colza a souvent remplacé le tourteau de soja dans la complémentation azotée des vaches laitières

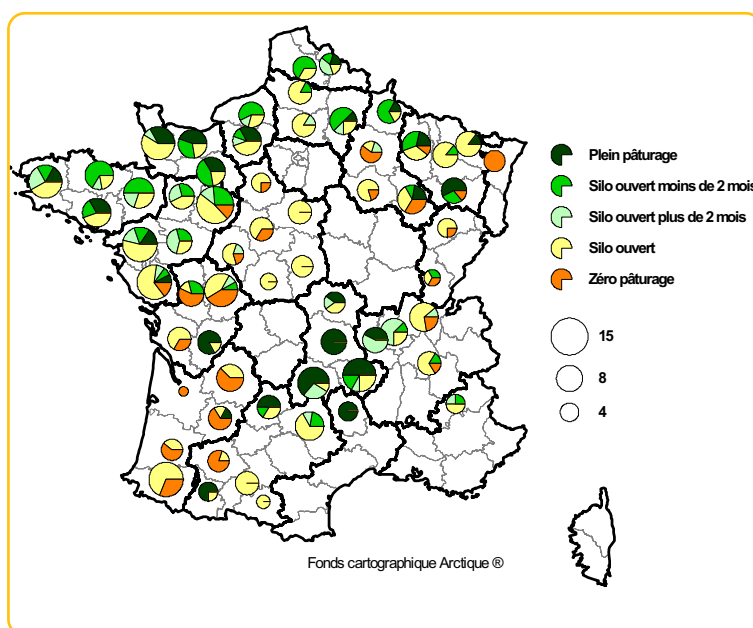
> Tableau 8 : Pourcentage d'exploitants déclarant avoir changé la conduite du troupeau laitier au printemps-été 2009

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	
Centre, Poitou-Charentes	78	35%
Est	54	15%
Massif central	34	29%
Nord	37	27%
Normandie	46	28%
Ouest	82	49%
Rhône-Alpes	34	47%
Sud-Ouest	65	32%
Ens. des exploitations	437	34%

> Carte 3 : Régime alimentaire au printemps-été 2009

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

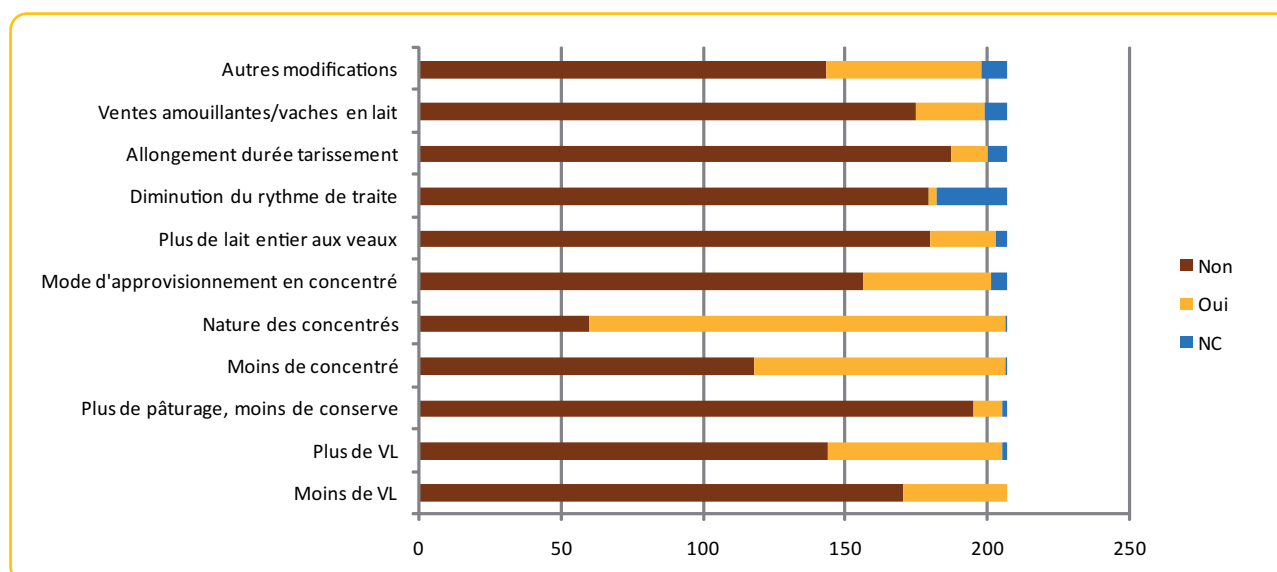


Les 77 éleveurs qui déclarent avoir diminué la distribution des concentrés l'ont fait en moyenne avec 1,1 kg en moins par vache et par jour. Il faut dire qu'à cette période de l'année les vaches reçoivent peu de concentrés

puisqu'elles sont majoritairement en seconde partie de lactation et pour nombre d'entre elles au pâturage. On pourrait penser que les éleveurs qui ont réduit leurs apports de concentrés étaient ceux qui en utilisaient le plus pour leurs vaches laitières. À l'analyse nous n'avons pas identifié de corrélation de ce type.

> Graphique 7 : Mesures mises en œuvre chez les éleveurs déclarant avoir changé leurs pratiques habituelles au printemps - été 2009

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



DES CHANGEMENTS PLUS SIGNIFICATIFS EN AUTOMNE-HIVER 2009-2010

La ration moyenne quotidienne des vaches dans les élevages enquêtés repose sur une dominante ensilage de maïs avec plus de 10 Kg de MS (graph.8). Cette ration moyenne est bien évidemment très différente selon les systèmes (plaine/montagne).

Sur cette période près d'un éleveur enquêté sur deux (47%) déclare avoir apporté au moins une modification à sa pratique habituelle de conduite des animaux (tab.9).

> Tableau 9 : Pourcentage d'exploitants déclarant avoir changé la conduite du troupeau laitier en automne-hiver 2009-2010

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

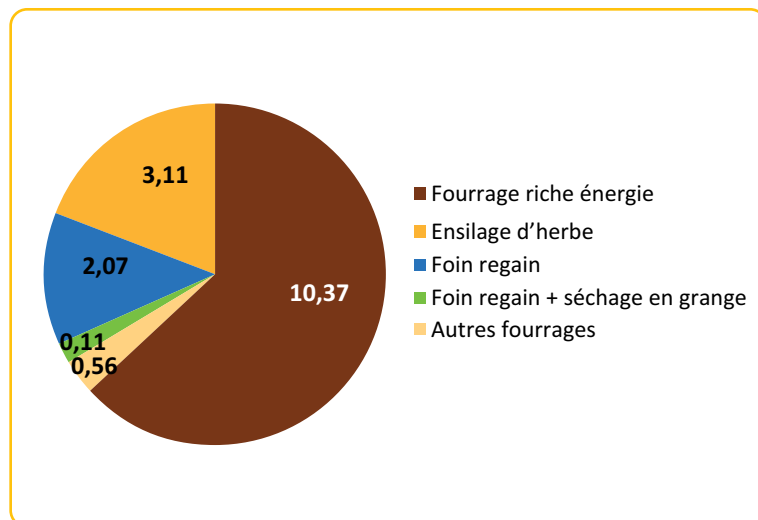
	Effectif exploitations	
Centre, Poitou-Charentes	78	47%
Est	54	31%
Massif central	34	59%
Nord	37	59%
Normandie	46	47%
Ouest	82	59%
Rhône-Alpes	34	50%
Sud-Ouest	65	36%
Ens. des exploitations	437	47%

La modification la plus significative concerne le changement dans la nature des concentrés (graph.9). C'est aussi celle qui est jugée la plus efficace par les éleveurs enquêtés. Pour les 143 éleveurs ayant apporté des informations qualitatives sur les modalités de ce changement, 83 citent le recours au tourteau de colza parfois associé à d'autres tourteaux (tourmesol, cacao, soja).

L'utilisation de matières premières dans des concentrés fermiers en remplacement des concentrés composés du commerce constitue une des

> Graphique 8 : Composition moyenne (kg MS) de la ration hivernale des élevages enquêtés

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



adaptations majeures révélées par cette enquête. C'est aussi l'analyse que faisait le Céréopa dans la revue "Réussir Lait Elevage" de janvier 2010 : "C'est essentiellement dans les volumes vendus en l'état aux éleveurs que la substitution colza/soja apparaît vraiment effective" soulignant aussi qu'entre 2005-2006 et 2008-2009, le tonnage de tourteaux de colza dans les aliments vaches laitières avait progressé de 80%.

On note aussi une modification des relations avec les fournisseurs d'aliments ; certains éleveurs se sont mis à travailler avec des courtiers.

S'agit-il là d'un comportement opportuniste face aux prix élevés des concentrés ou d'une attitude plus durable qui verrait diminuer l'usage des concentrés de production du commerce au profit des concentrés fermiers ? Il sera intéressant d'analyser ce point dans les années à venir...

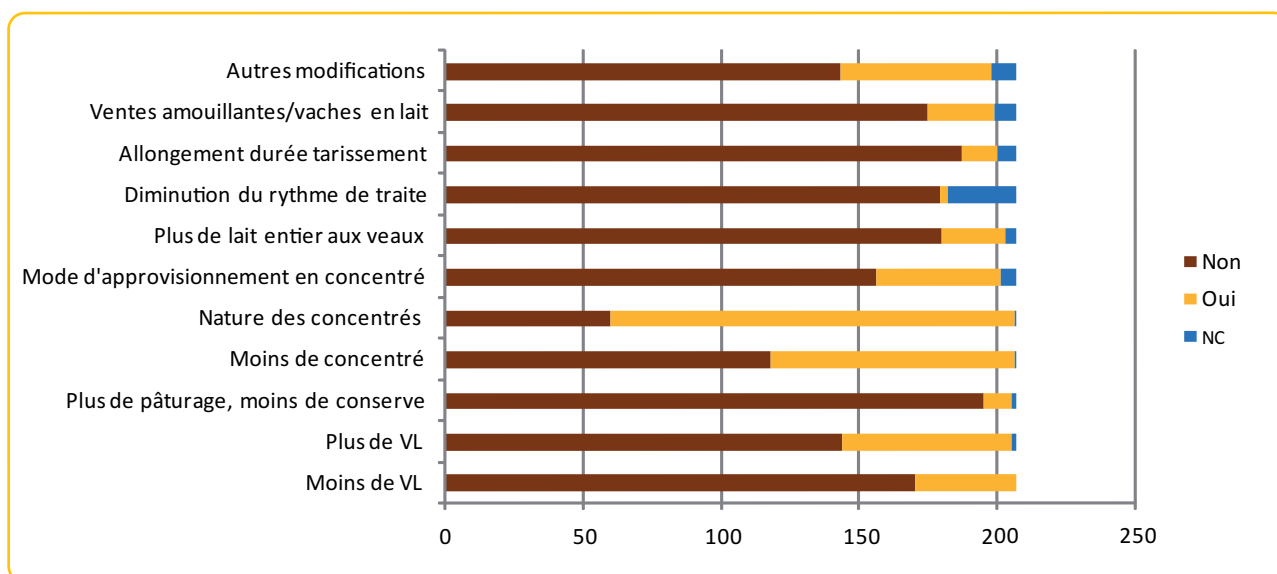
Les 146 éleveurs déclarant avoir diminué la distribution des concentrés l'ont fait en moyenne avec 1,2 kg en moins par vache et par jour.

Comme pour la période printemps-été, il n'apparaît pas de relation entre la restriction des concentrés et les quantités offertes aux vaches laitières.

45 éleveurs ont déclaré avoir changé leur mode d'approvisionnement. Le plus souvent ils disent acheter de plus gros volumes en profitant des opportunités de prix. Bon nombre d'entre eux évoquent un recours à des groupements d'achat. D'autres encore ont souscrit des contrats à terme.

> **Graphique 9 : Mesures mises en œuvre chez les éleveurs déclarant avoir changé leurs pratiques habituelles en automne-hiver 2009-2010**

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



LES AUTRES LEVIERS MOBILISÉS EN SITUATION DE CRISE

Les fertilisations nettement revues à la baisse...

Dans le contexte de crise, les éleveurs ont souvent, lorsque c'était possible, réduit l'utilisation des intrants dont les prix avaient fortement augmenté en 2008-2009. C'est le cas des engrais de fond ; près d'un éleveur sur deux signale avoir agi sur la fumure de fond en la diminuant, voire le plus souvent en faisant l'impasse, en P2O5 et K2O sur tout ou partie de leurs surfaces fourragères (tab.10). Les prairies sont souvent citées comme ayant fait l'objet d'impasses. Dans le même temps les éleveurs signalent avoir été plus sensibles à une meilleure gestion de leurs effluents d'élevage.

Dans une moindre mesure, 38 % des éleveurs déclarent avoir entrepris une réduction de l'utilisation de l'azote minéral sur l'herbe et /ou sur la culture du maïs. Cette baisse a pu s'opérer par la diminution du nombre de passages et/ou par la réduction des doses apportées. Certains ont adopté des formules moins chères : l'azote liquide remplaçant l'ammonitrate. D'autres évoquent le recours accru aux légumineuses (trèfle et luzerne). Enfin, comme pour la fumure de fond, la crise a amené à reconsidérer les effluents d'élevage dans le raisonnement de la fertilisation minérale azotée.

La fréquence des adaptations sur le poste fertilisation est plus sensible dans les bassins laitiers du Massif central et de Rhône-Alpes (tab.10) et dans les systèmes spécialisés de montagne et piémont (tab.11). Elle est logiquement moins présente dans les systèmes lait et hors sol de l'Ouest qui disposent de quantités importantes d'effluents d'élevage et qui pratiquent déjà des impasses sur la fertilisation. Elle est également moins importante chez les éleveurs laitiers de l'Est pour qui les surfaces en prairies permanentes sont peu, voire pas, fertilisées d'ordinaire.

Comme pour les concentrés, on aurait pu croire que les éleveurs ayant réduit leurs fertilisations sur les surfaces fourragères étaient ceux qui d'habitude en utilisaient le plus. À l'analyse nous n'avons pas pu démontrer de corrélation de ce type.

...de même que les services

Le service le plus affecté par la crise laitière est le contrôle des performances laitières puisque un éleveur enquêté sur cinq signale un changement à ce niveau. Le plus souvent il s'agit d'un allègement du service : moins de pesées (contrôle alterné, diminution du nombre de contrôles dans l'année), moins de conseil voire suppression des appuis techniques. Rares sont les éleveurs ayant arrêté ce service, quelques-uns contrôlant par eux-mêmes (protocole B). Cette évolution touche indistinctement tous les bassins laitiers. Les systèmes mixtes lait-viande semblent avoir eu plus recours à cette mesure (tab.11).

L'insémination artificielle semble également mise en difficulté par la crise : 18 % des éleveurs déclarent avoir réduit les dépenses sur ce poste. Le plus souvent les éleveurs ont réduit l'IA par un recours accru à la monte naturelle dès la première intervention, ou, pour les femelles à retours multiples, après IA. Ils ont aussi été plus sensibles aux prix des doses et ont parfois réorienté leurs achats au profit de paillettes moins chères. Une dizaine d'éleveurs ont même entrepris de pratiquer les IA par eux-mêmes.

De façon moins nette que pour les services précédents et avec bon nombre de réserves de la part d'une majorité des éleveurs enquêtés (difficultés et risque de réduire ce poste), 16% des éleveurs reconnaissent avoir limité les dépenses sur le poste frais vétérinaires. Les principales pistes explorées passent par un renforcement de la prévention, un allègement des interventions (on s'en tient aux prophylaxies obligatoires) et plus d'automédication.

Les autres services envisagés dans l'enquête (suivi de la reproduction, gestion-comptabilité) ont été moins souvent remis en cause par les éleveurs du dispositif Réseaux d'élevage.

Cette désaffectation pour les services, qui constitue certes une économie à court terme, risque de ne pas être sans conséquence sur les résultats techniques et économiques futurs des exploitations.

Les éleveurs ont différé leurs investissements

“Quand le bâtiment va tout va” dit l'adage qui se vérifie tout à fait dans notre enquête. Avec la crise, les investissements prévus en bâtiment ont été différés. Plus d'un quart des éleveurs interrogés ont été contrariés dans leurs projets de constructions, d'extensions ou d'aménagements de bâtiments. Il s'agit souvent de hangars, de silos, de renouvellement de salle de traite, de bâtiment pour les génisses, dont la réalisation a été reportée à des jours meilleurs. Ce pourcentage, comme le suivant à propos du matériel, serait bien plus important si on avait pu ne retenir que les éleveurs qui avaient des projets d'investissement en 2009-2010 (la question ne figurait pas dans l'enquête).

De la même façon, beaucoup d'investissements matériels sont remis à plus tard quand la conjoncture sera plus favorable. Les reports de renouvellement d'un tracteur ou d'un télescopique sont les plus fréquents. Mais ils concernent aussi la chaîne de récolte des foin et les matériels de distribution des fourrages.

Parmi les autres modifications visant la réduction des coûts de production on trouve le poste des compléments minéraux, les amendements calciques et le poste divers élevage. Quelques éleveurs font état de réduction ou de suppression d'emploi salarié sur leur exploitation.

On mesure à travers cette enquête que, quand l'élevage laitier est en crise, c'est un ensemble d'activités économiques en milieu rural qui se trouve également indirectement touché.

> Tableau 10 : Autres adaptations mises en œuvre - Analyse par bassins de collecte

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Ens. des élevages	Centre, Poitou-Charentes	Est	Massif central	Nord	Normandie	Ouest	Rhône-Alpes	Sud-Ouest
Effectif exploitations	437	78	54	34	37	46	82	34	65
Engrais minéral azoté sur SF	38%	32%	19%	53%	41%	37%	43%	56%	35%
Engrais minéraux phosphorés et potassiques sur SF	46%	36%	39%	71%	32%	48%	28%	76%	65%
Frais vétérinaires	16%	18%	11%	9%	32%	7%	16%	12%	22%
Insémination artificielle	18%	14%	11%	18%	35%	30%	7%	26%	17%
Suivi de la reproduction	9%	9%	6%	9%	8%	11%	5%	12%	13%
Contrôle laitier	20%	24%	15%	21%	24%	20%	22%	15%	17%
Gestion-comptabilité	4%	9%	2%	0%	8%	7%	4%	6%	0%
Investissement bâtiment	26%	35%	20%	29%	17%	15%	15%	32%	40%
Investissement matériel	37%	38%	44%	35%	41%	22%	23%	53%	45%

> Tableau 11 : Autres adaptations mises en œuvre - Analyse par systèmes laitiers

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Spécialisé plaine	Spécialisé montagne Piémont	Mixte lait-viande	Poly- culture- élevage	Lait et hors-sol
Effectif exploitations	128	68	113	104	21
Engrais minéral azoté sur SF	38%	50%	35%	34%	29%
Engrais minéraux phosphorés et potassiques sur SF	43%	71%	41%	41%	29%
Frais vétérinaires	19%	7%	19%	15%	19%
Insémination artificielle	18%	15%	19%	18%	10%
Suivi de la reproduction	9%	12%	7%	8%	5%
Contrôle laitier	20%	15%	28%	16%	14%
Gestion-comptabilité	7%	1%	4%	4%	0%
Investissement bâtiment	24%	34%	19%	33%	19%
Investissement matériel	34%	42%	33%	46%	20%

PLUS DES 2/3 DES ÉLEVEURS AVEC DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE

L'année 2009 s'est traduite par une baisse de 50 % du revenu des éleveurs laitiers français. Il n'est donc pas surprenant de trouver de telles difficultés de

trésorerie chez les éleveurs enquêtés. Celles-ci concernent tous les élevages, dans tous les bassins (tab. 12) et dans tous les systèmes (tab. 13).

> Tableau 12 : Pourcentage d'exploitants déclarant des problèmes de trésorerie - Analyse par bassins de collecte

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	
Centre, Poitou-Charentes	78	69%
Est	54	55%
Massif central	34	71%
Nord	37	78%
Normandie	46	50%
Ouest	82	74%
Rhône-Alpes	34	68%
Sud-Ouest	65	83%
Ens. des exploitations	437	69%

> Tableau 13 : Pourcentage d'exploitants déclarant des problèmes de trésorerie - Analyse par systèmes laitiers

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	
Spécialisé plaine	124	71%
Spécialisé montagne Piémont	68	68%
Mixte lait-viande	112	71%
Polyculture élevage	100	69%
Lait et hors-sol	21	52%
Ensemble des exploitations	425	69%

Comme on pouvait s'y attendre, les difficultés de trésorerie sont plus fréquentes chez les éleveurs en phase d'investissements importants que chez ceux qui se déclarent en régime de croisière (tab. 14). Les éleveurs avec de faibles investissements récents sur leurs exploitations paraissent également plus touchés par la crise. Ces derniers sont souvent aussi des exploitants en fin de carrière.

Les solutions mises en œuvre pour faire face à ces difficultés sont diverses et variées (graph.9) ; en premier lieu des éleveurs ont pu mobiliser leurs réserves financières lorsqu'elles existaient ; ils ont aussi pour nombre d'entre eux diminué leurs prélèvements privés. Certains ont souscrit de nouveaux emprunts court terme mais aussi parfois des emprunts à plus long terme. Ils ont été nombreux à retenir les mesures du plan d'urgence proposé par le gouvernement ("prêt Sarkozy", report des cotisations sociales). Ils ont pu aussi renégocier les échéances de remboursement de leurs emprunts. Les ouvertures de crédits ou des allongements dans les délais de paiements des fournisseurs ont également été mis en œuvre. Quelques-uns ont même dû décapitaliser au niveau de leur cheptel pour générer la trésorerie nécessaire à leur fonctionnement.

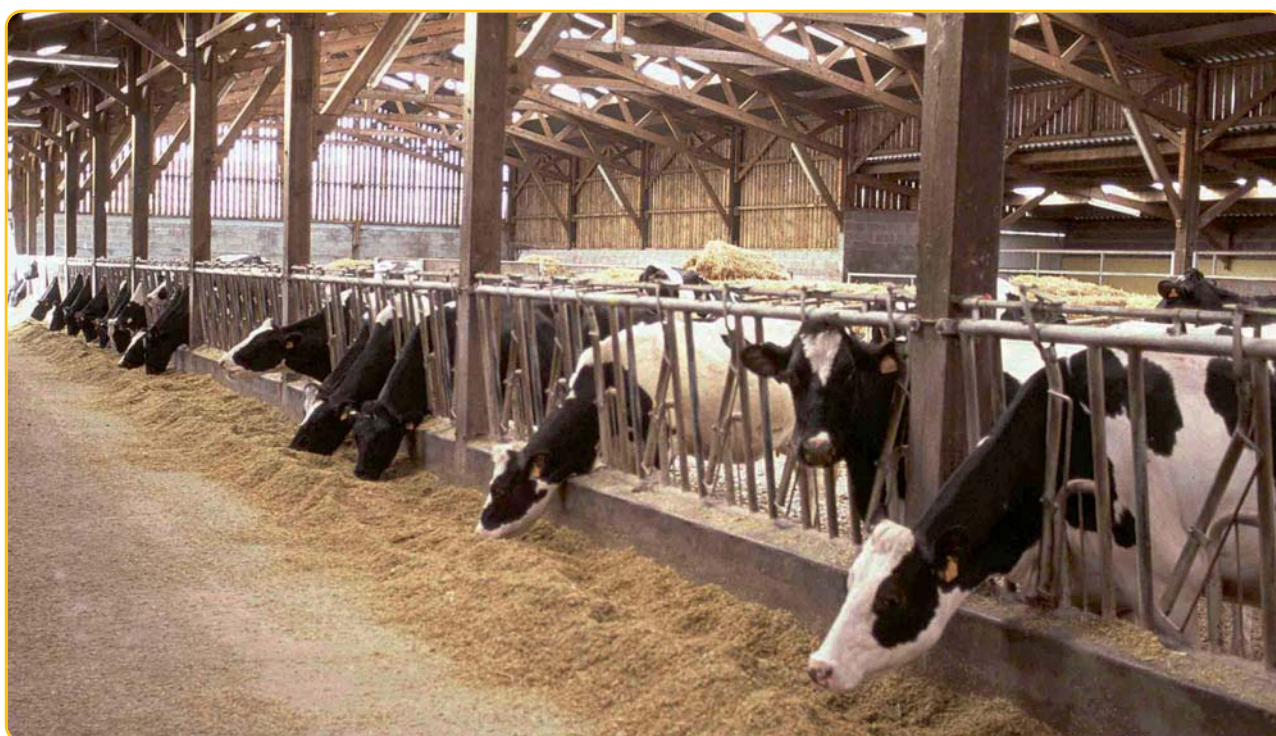
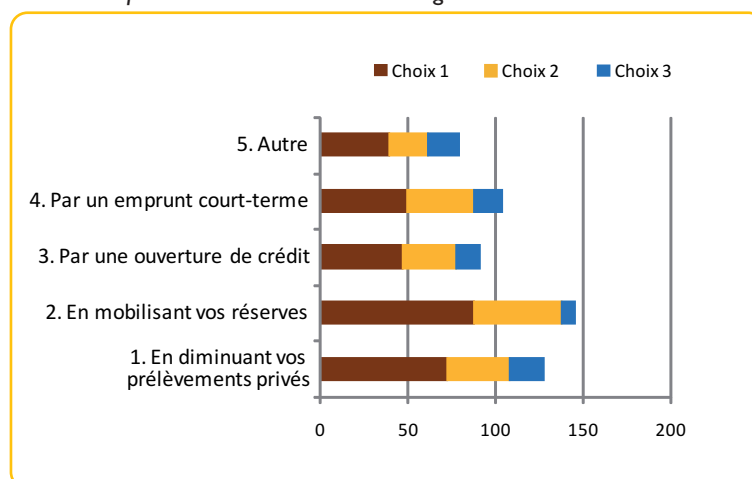
> Tableau 14 : Pourcentage d'exploitants déclarant des problèmes de trésorerie – Analyse selon le rythme d'investissement

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

Rythme d'investissement	Nbre de réponses	% éleveurs avec problème de trésorerie
Croisière	223	63%
Faible investissement	39	77%
Investissement important	166	76%
Ensemble des exploitations	428	69%

> Graphique 10 : Les solutions retenues par les éleveurs face aux problèmes de trésorerie

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



4/ Flexibilité stratégique : vision prospective des éleveurs

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CAMPAGNE 2007-2008

L'enquête annuelle de 2008 portait notamment sur la façon dont les éleveurs avaient réagi aux rallonges exceptionnelles de la campagne 2007-2008. Nous avons souhaité savoir si, dans l'hypothèse où ils seraient placés dans les mêmes conditions, ils reconduiraient les mêmes techniques pour produire ce lait supplémentaire. Ce retour sur expérience montre que certains leviers seraient confortés et que d'autres seraient moins prisés qu'en 2007-2008.

Le levier le plus évident et le plus efficace pour produire plus de lait, c'est d'avoir plus d'animaux en production. En 2007-2008, les éleveurs avaient conservés des vaches destinées à la réforme afin de produire leurs rallonges avec pour conséquence une détérioration prolongée des taux d'infections mammaires. Beaucoup n'avaient pas pu disposer de génisses amouillantes car ils n'élevaient le plus

souvent que leur strict besoin de renouvellement. En 2010, même si cette mesure reste la plus plébiscitée, les éleveurs se montrent moins enclins à prolonger les carrières des vaches destinées à la réforme et beaucoup plus nombreux à imaginer mettre en production des génisses en surnombre. Ils sont aussi plus nombreux à être disposés à acheter des vaches ou des génisses prêtes à vêler. Il faut reconnaître qu'en 2007-2008 ils n'avaient pas pu le faire en raison d'un marché quasi inexistant.

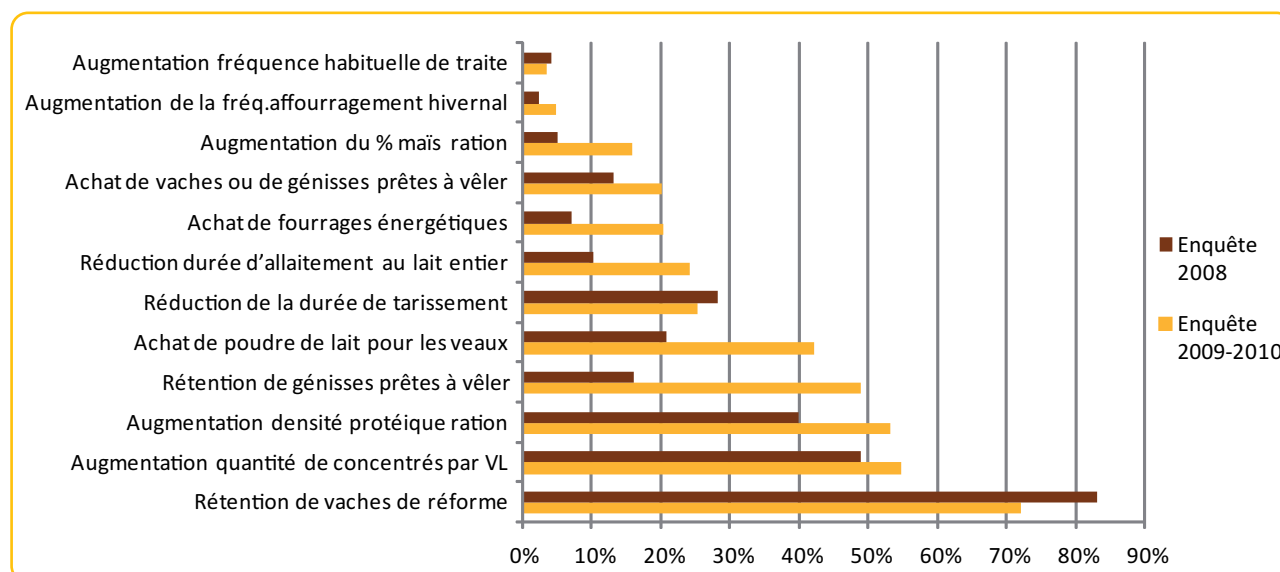
Le second levier évoqué par ordre d'efficacité est celui de l'intensification dans l'alimentation. Les recettes qui avaient prévalu en 2007-2008 (augmentation des quantités de concentrés distribués et de la densité protéique) sont confortées. Les éleveurs seraient également plus nombreux à augmenter le maïs dans la ration voire à acheter des fourrages énergétiques pour produire plus de lait.

Par rapport à 2007-2008, les éleveurs utiliseraient moins de lait entier et plus de lait reconstitué dans l'allaitement des veaux.

Les deux autres mesures envisagées par l'enquête (augmentations des fréquences de traite ou d'affouragement), qui génèrent du travail supplémentaire, restent très peu prisées par les éleveurs des Réseaux d'élevage.

> Graphique 11 : Les leviers mobilisés en 2007-2008 pour produire plus de lait et ceux que les éleveurs mobiliseraient à nouveau dans les mêmes circonstances

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



LES ÉLEVEURS SONT PARTAGÉS SUR LA DEMANDE DES LAITIÈRES

A la question "à l'avenir pensez-vous que votre laiterie vous demandera de produire des volumes pouvant être très différents d'une année sur l'autre ?", environ la moitié des éleveurs (47 %) répondent par l'affirmative (tab.15). Cette perception est très différente selon les bassins de collecte. Les éleveurs de l'Ouest, placés dans un marché ouvert à la concurrence, se rangent plus largement à cette idée. Ceux de Franche-Comté et des Savoie, dont les AOC sont très encadrées au niveau des volumes, y croient peu.



> Tableau 15 : Pourcentage d'exploitants déclarant que leur laiterie leur demandera à l'avenir de produire des volumes pouvant être très différents d'une année sur l'autre

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Elevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	
Centre, Poitou-Charentes	84	51%
Est	54	37%
Franche-Comté, Savoie	33	15%
Massif central	35	46%
Nord	37	49%
Normandie	47	40%
Ouest	87	63%
Rhône-Alpes	35	60%
Sud-Ouest	65	42%
Ens. des exploitations	477	47%

DES DYNAMIQUES DIFFÉRENTES SELON LES BASSINS

Près de 2 éleveurs enquêtés sur 3 (65 %) pensent que ces dernières années nous ont fait entrer dans un contexte de production radicalement différent pour la gestion de leurs ateliers laitiers. Là encore les producteurs du bassin Franche-Comté / Savoie se distinguent assez nettement des producteurs des autres régions (tab.16).

Interrogés sur leur façon de gérer leur atelier laitier à l'avenir, 46 % des producteurs optent pour une attitude fataliste en répondant "je m'adapterai parce qu'il le faut". C'est assez logiquement en Franche-Comté/Savoie qu'on trouve la plus forte proportion d'éleveurs qui ne pensent rien changer à leur façon de produire (tab.17). Le Nord présente le plus fort taux d'éleveurs "offensifs" se disant "prêts à s'adapter voire "motivés" par le nouveau contexte. A l'inverse, dans le Sud-ouest, les éleveurs se montrent les moins volontaires pour s'adapter, avec le plus fort pourcentage d'éleveurs s'interrogeant sur leur avenir laitier.

> Tableau 16 : Pourcentage d'exploitants déclarant être entrés dans un nouveau contexte de production

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Elevage bovins lait 2009-2010

	Effectif exploitations	
Centre, Poitou-Charentes	84	68%
Est	54	57%
Franche-Comté, Savoie	33	30%
Massif central	35	83%
Nord	37	86%
Normandie	47	60%
Ouest	87	66%
Rhône-Alpes	35	60%
Sud-Ouest	65	72%
Ensemble des exploitations	477	65%



> Tableau 17 : Attitude des éleveurs dans la gestion future de leurs élevages

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Cela me motive	Cela pourrait m'amener à arrêter le lait	Je m'adapterai parce qu'il le faut	Je ne pense rien changer à ma façon de produire	Je suis prêt à m'adapter
Centre, Poitou-Charentes	4%	8%	49%	12%	27%
Est	2%	6%	50%	13%	30%
Franche-Comté, Savoie	0%	3%	21%	39%	36%
Massif central	0%	9%	54%	14%	23%
Nord	8%	3%	38%	5%	46%
Normandie	4%	0%	68%	13%	15%
Ouest	7%	5%	37%	18%	32%
Rhône-Alpes	0%	9%	49%	11%	31%
Sud-Ouest	3%	18%	49%	17%	12%
Ensemble des exploitations	4%	7%	46%	16%	27%

NOUVEAU CONTEXTE, NOUVEAU MODE DE GESTION ?

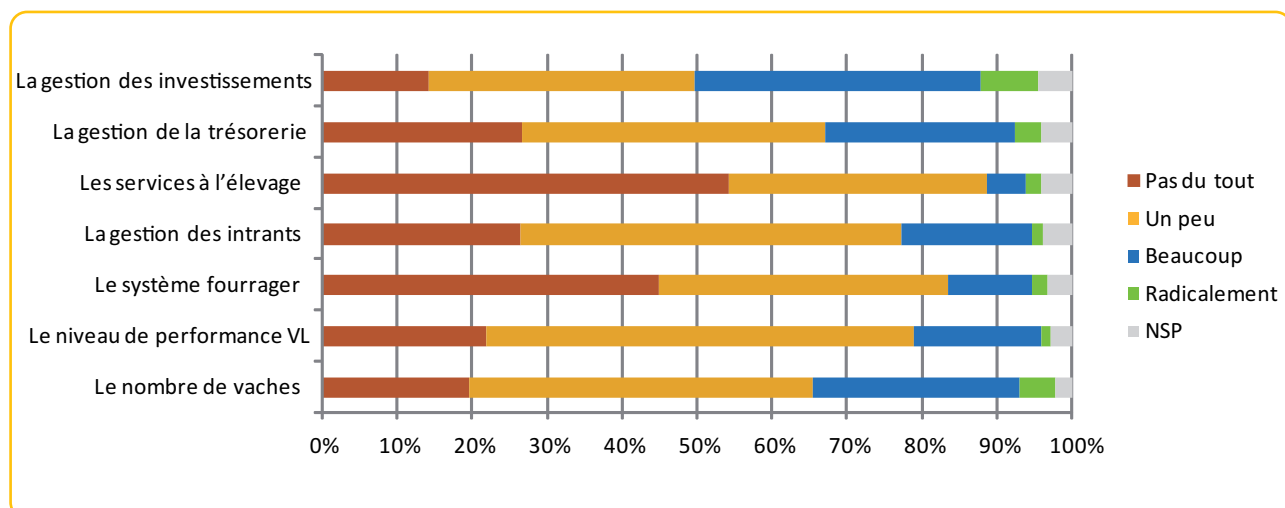
Dans le nouveau contexte de volatilité des volumes et des prix, les éleveurs enquêtés placent les investissements et la trésorerie parmi les priorités d'une gestion renouvelée (graph. 12). On peut se demander si ce sont là les leçons de la crise qui pourraient être vite oubliées si la conjoncture s'améliorait ou s'il s'agit d'un changement d'attitude durable afin de gagner en

flexibilité ? Le nombre de vaches demeure bien entendu une variable d'ajustement essentielle pour les éleveurs à l'avenir. La gestion des intrants et le niveau de performance des vaches resteraient également des leviers importants dans la gestion future des élevages laitiers.

Le système fourrager n'est pas envisagé comme une composante devant fortement évoluer à l'avenir. De même, plus de 50 % des éleveurs interrogés ne remettent pas en cause les services dans la gestion à venir de leurs élevages.

> Graphique 12 : Les composantes du système qui seraient les plus affectées par un nouveau mode de gestion des élevages

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



UNE VISION ASSEZ CONVERGENTE DE L'EXPLOITATION LAITIÈRE "LA PLUS ADAPTÉE" AU CONTEXTE DE VOLATILITÉ

A la question "dans votre région quelle est selon vous l'exploitation la plus adaptée à ce nouveau contexte de production ?", les réponses dominantes apparaissent assez proches quelque soit le bassin ou le système de production (graph.13). Il est à noter qu'un nombre significatif d'éleveurs n'a pas souhaité se prononcer sur certaines de ces questions, considérant que l'avenir restait pluriel et que différents systèmes et modes de fonctionnement continueraient à coexister.

C'est l'exploitation familiale en EARL ou en GAEC qui a la faveur des éleveurs enquêtés, devant les exploitations entre tiers (GAEC non familiaux et SCL). L'exploitation individuelle n'est mise en avant que par 48 éleveurs.

Une majorité d'éleveurs l'imagine plutôt diversifiée que spécialisée et ceci dans une proportion supérieure à la situation actuelle des éleveurs enquêtés : on compte 220 éleveurs spécialisés dans notre échantillon et seulement 159 réponses en faveur de la modalité "spécialisée lait".

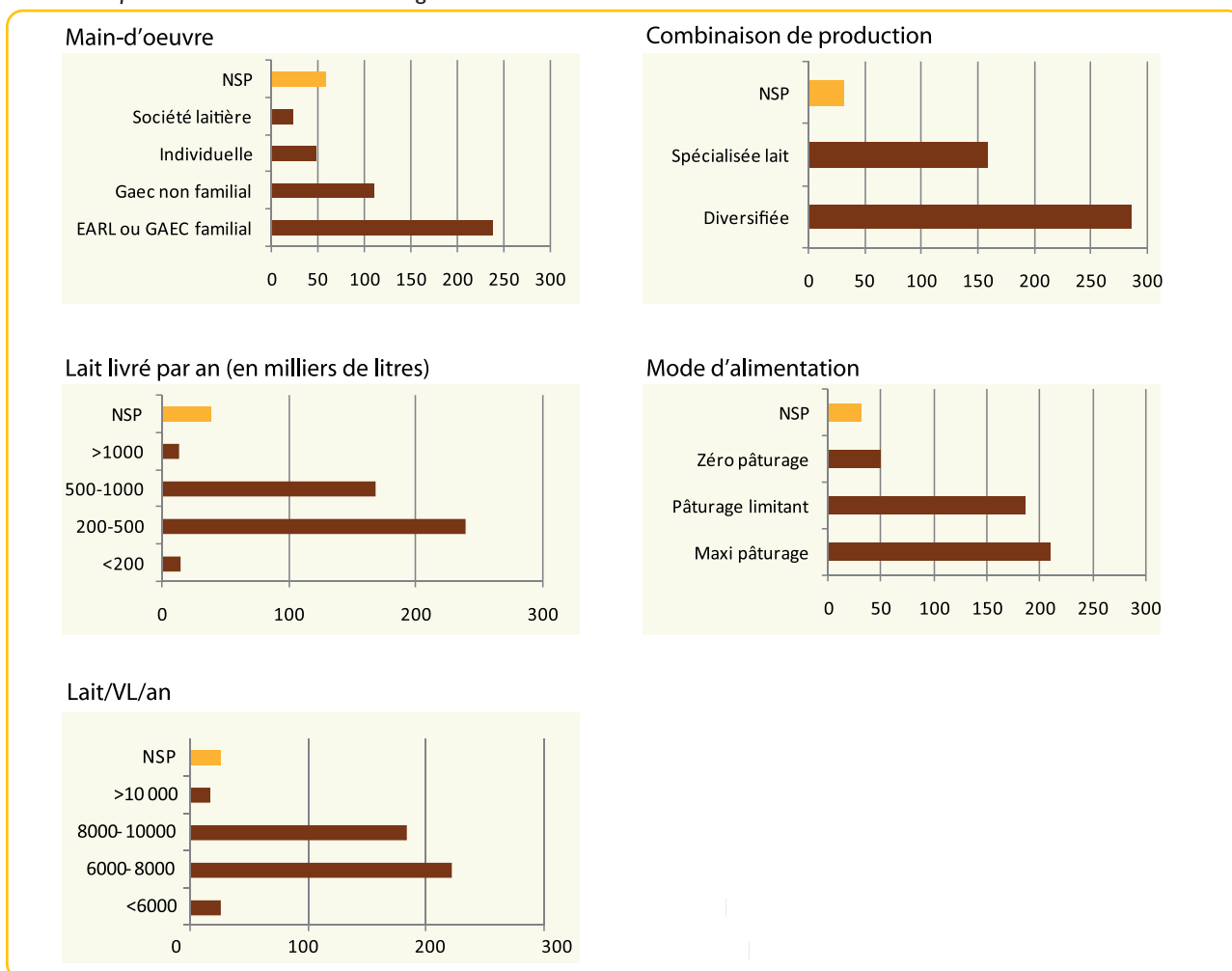
Pour un éleveur enquêté sur deux, l'exploitation type livrerait entre 200 et 500 milliers de litres ; 35 % situant ces livraisons entre 500 et 1 000. Pour les éleveurs des systèmes polyculture élevage, qui détiennent en moyenne les plus gros quotas, c'est plutôt cette dernière tranche de livraison qui caractériserait l'exploitation la plus adaptée.

De façon assez surprenante, la majorité des éleveurs imagine cette exploitation idéale avec un maximum de pâturage, à l'exception cependant des polyculteurs.

Quant à la productivité des vaches laitières, elle est majoritairement située dans la plage 6 à 8000 litres par vache, sauf encore une fois chez les éleveurs en polyculture qui la situent dans la tranche supérieure (8 à 10 000 l/vache).

> Graphique 13 : Point de vue des éleveurs sur l'exploitation la plus adaptée au nouveau contexte de production

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010



LES CONTEXTES CHANGENT MAIS LES PROJETS RESTENT

Dans cette partie de l'étude nous avons comparé, à échantillon constant (351 exploitations), les projections 2015 faites par les éleveurs à 2 années d'intervalle, en 2008 puis pendant l'hiver 2009-2010.

Bien que 2/3 d'entre eux répondent que le nouveau contexte change la vision de leur exploitation à l'horizon 2015, le profil qu'ils imagent en

moyenne pour leur élevage n'est pas très différent de celui qu'ils avaient esquissé deux ans plus tôt, et ce malgré des conjonctures très différentes au moment de l'enquête (tab.18). On note toutefois une légère augmentation de la taille des structures projetées : plus de lait produit, plus de vaches, plus de surfaces, et plus d'animaux viande. Seule la composante main-d'œuvre semble avoir été revue à la baisse et plus particulièrement l'emploi salarié. Cela confirme que la productivité du travail devrait continuer à augmenter et que le salariat constitue malheureusement une variable d'ajustement en temps de crise !

> Tableau 18 : Comparaison entre projections 2015 des enquêtes 2008 et 2009-2010

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	2015 initial	2015 revu	Revu/initial
Volume de lait livré/an (x 1000 l)	500	507	2%
Nombre de VL	64	66	2%
UMO totales	2,32	2,28	-2%
dont UMO salariées	0,33	0,30	-11%
SAU	125	128	3%
dont surface en herbe	63,1	65,3	4%
dont surface en maïs fourrage	18,6	19,4	4%
dont culture de vente & autoconso.	42,7	43,1	1%
Nbre de vaches allaitantes	4,2	4,7	12%
Nbre de taurillons produits/an	7,3	8,2	12%
Nbre de bœufs ou génisses viande produits/an	4,0	4,2	6%

LES DIFFÉRENCES DEVRAIENT SE CREUSER ENTRE LES BASSINS DE COLLECTE

Les projections réalisées par les éleveurs pour 2015 nous montrent que les structures vont continuer de croître dans tous les bassins de collecte. La structure moyenne projetée par notre échantillon constant produirait plus de 500 000 litres par an avec 66 vaches laitières et 2,3 unités de main-d'œuvre sur une surface de 128 ha dont la moitié serait dédiée à l'herbe et 19 ha au maïs fourrage (tab.19).

Les bassins disposant des plus grandes structures enregistrent les plus fortes croissances (Sud-ouest, Poitou-Charentes, Centre et Est). C'est aussi la confirmation des dynamiques laitières observées pendant ces dernières décennies qui opposent les bassins à vocation laitière à ceux où cette production est fragilisée. Dans les premiers, la densité laitière est forte, les installations restent importantes et la restructuration s'opère plus lentement que dans les bassins à faible densité laitière, où l'activité laitière est concurrencée par d'autres productions, avec une restructuration rapide.

> Tableau 19 : Projections 2015 – Analyse par bassins de collecte

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Élevage bovins lait 2009-2010

	Ens. des élevages	Centre, Poitou-Charentes	Est	Franche-Comté, Savoie	Massif central	Nord	Normandie	Ouest	Rhône-Alpes	Sud-Ouest
Effectif exploitations	351	45	45	30	29	27	39	61	26	49
Volume de lait livré/an (x 1000 l)	507	659	561	396	340	566	487	482	374	573
Nombre de VL	66	78	72	61	49	69	69	63	52	71
UMO totales	2,28	2,52	2,64	2,41	1,86	2,19	2,22	2,12	2,06	2,30
dont UMO salariées	0,30	0,43	0,38	0,10	0,14	0,40	0,48	0,29	0,02	0,25
SAU	128	162	202	136	84	137	121	104	97	99
dont surface en herbe	65	50	90	100	71	57	65	56	69	46
dont surface en maïs fourrage	19	26	23	5	4	21	21	23	12	25
dont culture de vente & autocons.	43	85	89	28	9	58	34	25	16	27
Nbre de vaches allaitantes	5	2	11	0	5	7	2	5	8	3
Nbre de taurillons produits/an	8	2	23	1	2	12	18	9	3	0
Nbre de bœufs ou génisses viande produits/an	4	1	8	4	0	13	8	4	1	0

L'essentiel des projections s'inscrit dans les tendances observées au cours de la dernière décennie. Les évolutions relatives entre 2000 et 2008 d'une part et 2008 et 2015 d'autre part sont identiques pour les livraisons laitières, le nombre de VL et la main-d'œuvre totale (tab.20). La main-d'œuvre salariée devrait progresser plus vite même si, comme nous l'avons vu plus haut, le contexte de crise a nettement modéré les élans. Les surfaces détenues par les éleveurs devraient progresser un peu moins rapidement,

sauf pour les surfaces en maïs dont le rythme d'évolution s'accroît. Avec l'agrandissement des troupeaux les éleveurs pourraient limiter le pâturage au profit des fourrages stockés. Quant à la dimension des ateliers bovins viande détenus par les éleveurs laitiers de notre échantillon, leur progression semble stopper pour les vaches allaitantes, les taurillons continueraient à progresser légèrement alors que le nombre de bœufs diminuerait. A l'issue de l'enquête 2008, dans un contexte laitier euphorique, la même projection nous annonçait un repli des effectifs de ces trois catégories. En 2010, en situation de crise laitière, l'évolution est plus nuancée. L'avenir de la viande complémentaire à l'activité laitière semble donc devoir dépendre de l'évolution relative des marchés du lait et de la viande.

> Tableau 20 : Evolution passée (2000-2008) et projetée (2008-2015)

Source : Enquête annuelle Réseaux d'Elevage bovins lait 2009-2010

	2000	2008	Evol.08/00	2015	Evol.15/08	Evol.15/00
Volume de lait livré/an (x 1000 l)	307	394	29%	507	29%	66%
Nombre de VL	46	55	20%	66	20%	45%
UMO totales	2,18	2,23	2%	2,28	2%	4%
dont UMO salariées	0,12	0,16	33%	0,30	84%	145%
SAU	95	113	18%	128	14%	35%
dont surface en herbe	50	59	18%	65	11%	32%
dont surface en maïs fourrage	13	16	16%	19	25%	45%
dont culture de vente & autoconso.	32	38	18%	43	14%	35%
Nbre de vaches allaitantes	3,2	4,5	41%	4,7	4%	46%
Nbre de taurillons produits/an	6,6	7,5	14%	8,2	9%	24%
Nbre de bœufs ou génisses viande produits/an	3,4	4,6	35%	4,2	-9%	23%



6/ Conclusion

Dans le nouveau contexte de volatilité des volumes et surtout des prix qui a prévalu au cours des 4 dernières campagnes laitières, la flexibilité dans la gestion des exploitations apparaît être un atout déterminant pour la pérennité des élevages laitiers. L'enquête menée auprès de 477 éleveurs des Réseaux d'élevage a permis de révéler des différences sensibles entre bassins et types de systèmes laitiers. Les éleveurs ont montré qu'ils savaient bien analyser les atouts et contraintes de leurs systèmes au regard de ce nouvel enjeu.

Au cours de la campagne laitière 2009-2010 ils ont su mettre en œuvre des solutions pour limiter l'impact de la crise en cherchant prioritairement à réduire les coûts de production à court terme. L'enquête nous a permis de mesurer que la flexibilité opérationnelle est aussi une affaire d'expérience. Les enseignements des dernières campagnes ont été tirés pour les années à venir si des contextes similaires venaient à se reproduire.

A plus long terme, l'enquête nous a permis de vérifier que les projets des éleveurs sont robustes ; la campagne catastrophique de 2009-2010 ne les a pas détournés de leurs objectifs pour 2015 : les projections à cette échéance sont assez comparables à celles qu'ils faisaient deux ans plus tôt. Les producteurs pourraient par contre adapter plus profondément la gestion de leur structure, avec notamment plus de prudence dans les investissements et plus de sécurité au niveau de la trésorerie.



Pour aller plus loin

• **Capacités d'ajustement de la production et perspectives d'évolution des exploitations laitières**
Enquête annuelle 2008 des Réseaux d'élevage [avril 2009]

<http://www.inst-elevage.asso.fr/html/spip.php?article17073>

• **Coût de production du lait : analyse des charges de mécanisation et des équipements d'élevage**
Enquête annuelle 2009 des Réseaux d'élevage [novembre 2009]

<http://www.inst-elevage.asso.fr/html/spip.php?article18102>

• **Résultats 2008 et estimations 2009 pour les exploitations bovines lait**
Synthèse annuelle des données des Réseaux d'élevage [avril 2010]

<http://www.inst-elevage.asso.fr/html/spip.php?article18527>

Carnet d'adresses

> Unité de programmes « Réseaux d'élevage bovins lait »

Emmanuel Béguin
Nord-Pas de Calais, Picardie
Tel : 03 22 33 69 43 – Fax : 03 22 33 69 38
@ : emmanuel.beguin@inst-elevage.asso.fr

Dominique Caillaud
Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace
Tel : 03 83 93 39 12 – Fax : 03 83 93 39 11
@ : dominique.caillaud@inst-elevage.asso.fr

Anne-Marie Meudre
Franche-Comté
Tel : 03 84 35 14 56 – Fax : 03 84 24 82 15
@ : am.meudre@jura.chambagri.fr

Monique Laurent
Rhône-Alpes, PACA
Tel : 04 72 72 49 44 – Fax : 04 72 72 49 92
@ : monique.laurent@inst-elevage.asso.fr

Jocelyn Fagon
Aquitaine, Midi-Pyrénées
Tel : 05 61 75 44 33 – Fax : 05 61 73 85 91
@ : jocelyn.fagon@inst-elevage.asso.fr

Jean-Luc Reuillon
Auvergne-Lozère, Centre-Allier
Tel : 04 73 28 52 24 – Fax : 04 73 28 99 21
@ : jl.reuillon@inst-elevage.asso.fr

Benoît Rubin
Poitou-Charentes
Tel : 02 41 18 61 67 – Fax : 02 40 07 73 13
@ : benoit.rubin@inst-elevage.asso.fr

Didier Désarménien
Pays-de-la-Loire
Tel : 02 43 67 37 25 – Fax : 02 43 67 38 99
@ : didier.desarmenien@inst-elevage.asso.fr

Bernard Le Lan
Bretagne
Tel : 02 97 46 28 32 – Fax : 02 97 40 67 88
@ : bernard.lelan@inst-elevage.asso.fr

Jérôme Pavie
Basse-Normandie, Haute-Normandie
Tel : 02 31 47 22 72 – Fax : 02 31 47 22 60
@ : jerome.pavie@inst-elevage.asso.fr

Coordination nationale

Jean Seegers
Tel : 05 61 75 44 37 – Fax : 05 61 73 85 91
@ : jean.seegers@inst-elevage.asso.fr

Remerciements :

Merci aux éleveurs pour le temps qu'ils nous ont consacré, et merci aux agents des Chambres d'agriculture ou d'autres structures qui ont réalisé les entretiens :

André Queffelec, Anne-Laure Gomas, Anne-Marie Meudre, Antoine Vignon, Arnaud Mouillet, Aurélie Blachon, Bernard Grille, Bernard Le Lan, Cédric Garnier, Céline Aillot, Christelle Recope, Christian Moulin, Christophe Lagelouze, Christophe Mauger, Claudine Murat, Clémence Mosch, Clémentine Lacour, Corinne Menouvrier, Daniel Coueffe, Didier Désarménien, Didier Leroy, Fanny Mesot, Florence Albouy, François Battais, Françoise Couturier, Françoise Legros, Gérard Juillet, Harmony Boutin, Isabelle

Bossuet, Jean-Louis Lapoute, Jean-Claude Dorenlor, Jean-Claude Baup, Jean-Claude Huchon, Jean-Claude Schoeffel, Jean-Marc Zsitko, Jean-Marie Lebrun, Jean-Philippe Garnier, Jean-Philippe Goron, Jean-Philippe Moussu, Laurent Gaboriau, Laure-Gaëtane Faure, Lionel Jacquemin, Marcel Albert, Marie-Christine Pioche, Marie-Laure Leroutier, Mathilde Bonestebe, Matthieu Cassez, Michel Galinou, Michel Hautenaue, Michel Weber, Mikaël Boilloz, Nathalie Sabbatté, Olivier Creuse, Olivier Dejean, Pascal Thiou, Patrick Beral, Patrick Cartoux, Philippe Cadoret, Philippe Chrétien, Philippe Loquet, Régine Tendille, Rémi Georgel, Rémy Hannequin, Sébastien Juliac, Sophie Tirard, Stéphane Gonnon, Thierry Jeulin, Thomas Rocuet, Viviane Simonin, Yannick Pechuzal, Yves Malvoisin.

LES CAPACITÉS D'ADAPTATION DES EXPLOITATIONS LAITIÈRES FACE À LA VOLATILITÉ DES PRIX ET DES VOLUMES

ENQUÊTE ANNUELLE 2009-2010 DES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE

L'analyse des quatre dernières campagnes laitières révèle des ajustements au droit à produire très contrastés entre les bassins de collecte français : proche du potentiel permis par le droit à produire dans les régions dynamiques, là où les éleveurs ont peu bénéficié d'augmentation de leurs quotas ; éloigné du droit à produire dans les bassins ayant connu de fortes restructurations laitières et où les producteurs ont pu augmenter très fortement leurs quotas de production.

Parmi les adaptations majeures observées dans les élevages durant la campagne 2009-2010, on peut noter :

- le recours à des matières premières en remplacement des aliments composés du commerce, avec une fréquente substitution du correcteur azoté habituellement utilisé, par du tourteau de colza,
- une diminution des apports d'engrais minéraux, voire leur suppression, pour les surfaces fourragères,
- une réduction du recours aux services : contrôle laitier, insémination artificielle et frais vétérinaires,
- un report d'investissements en matériels et en bâtiments.

Les enseignements de ces dernières campagnes, marquées par la forte volatilité des volumes et des prix, devraient guider les éleveurs vers de nouveaux modes de gestion plus flexibles sur des exploitations toujours plus grandes. Les projections à l'échéance 2015 se confirment, avec des évolutions qui devraient rester conformes aux tendances observées sur la dernière décennie.

LES PARTENAIRES FINANCIERS

FranceAgriMer

Le Ministère de l'Agriculture (CASDAR)

Le suivi et la valorisation annuelle des données de l'échantillon national des exploitations suivies dans le cadre du dispositif RECP (Socle national) sont cofinancés au plan national par FranceAgriMer (dans le cadre du soutien aux filières pour l'amélioration des conditions de production) et par le Ministère de l'Agriculture (CASDAR) dans le cadre du PNDAR 2009-2013. L'acquisition de données issues d'exploitations complémentaires au Socle national ainsi que la réalisation d'études ou de valorisations thématiques du dispositif relèvent d'autres sources de financement.



Octobre 2010

Document édité par l'Institut de l'Élevage

149 rue de Bercy, 75595 Paris CEDEX 12 - www.inst-elevage.asso.fr - ISBN : 978 2 84148 991 6 - PUB IE : 001050039

LES RÉSEAUX D'ÉLEVAGE POUR LE CONSEIL ET LA PROSPECTIVE (RECP)



Issu d'un partenariat associant l'Institut de l'Élevage, les Chambres d'agriculture et des éleveurs volontaires, le dispositif des RECP repose sur le suivi d'un échantillon d'environ 2000 exploitations qui couvrent la diversité des systèmes de production d'élevage bovin, ovin et caprin français. Il constitue un observatoire de la durabilité et de l'évolution des exploitations d'élevages.

Ce dispositif permet également de simuler les conséquences de divers changements (contexte économique, réglementations, modes de conduite) sur l'équilibre des exploitations. Ses nombreuses productions sous forme de références ou d'outils de diagnostic alimentent des actions de conseil et de transfert vers les éleveurs et leurs conseillers.